

Tribune: Libre circulation et intégration régionale: l'Afrique a besoin de son moment Schengen

Par Jean-Claude Yevi

Il y a quelques jours, l'Europe célébrait les 40 ans de l'Accord de Schengen. Un simple traité, signé en 1985 sur un bateau à la frontière du Luxembourg, qui allait pourtant changer la vie de centaines de millions de personnes. Grâce à lui, les citoyens de l'Union européenne peuvent aujourd'hui traverser plus de 20 pays sans passeport, sans visa, sans douane. En tant qu'Africain ayant étudié en France et en Allemagne, j'ai été un témoin privilégié et bénéficiaire direct de cette formidable avancée.

Je me souviens de ce jour où, pour la première fois, j'ai pris un train de Strasbourg à Cologne. Aucune barrière, aucun contrôle, juste des paysages qui changent, des langues qui se succèdent, des rencontres qui s'enrichissent. Puis un autre voyage, de Berlin à Bruxelles. Et encore un, de Francfort à Paris. C'était une liberté naturelle, fluide, qui vous fait oublier que vous êtes en train de franchir des frontières.

Mais cette liberté n'est pas née d'un miracle. Elle est le fruit d'un choix politique courageux, porté par une vision à long terme : celle d'une Europe sans murs intérieurs, mais avec une gestion concertée de ses frontières extérieures. Ce choix n'a pas été sans débats, ni sans crises. Pourtant, il tient bon, car il repose sur une conviction forte : la mobilité peut être un levier d'unité, de prospérité et de paix.

Alors je pose la question: **et si l'Union africaine osait, elle aussi, son "moment Schengen»?**

L'Afrique, un continent de mobilités entravées

Notre continent est le berceau des grands mouvements humains. Bien avant que les cartes coloniales n'imposent des lignes arbitraires, les peuples africains commerçaient, migraient, se mariaient, échangeaient à travers des espaces transfrontaliers dynamiques. Aujourd'hui encore, malgré les frontières, des millions d'Africains continuent de circuler. Mais à quel prix ?

Là où l'Europe a levé les barrières, l'Afrique les maintient et les renforce. Il faut parfois plusieurs visas, des heures d'attente, des coûts absurdes et une avalanche de justificatifs pour parcourir deux pays voisins. Le Béninois qui veut se rendre en Angola. Le Camerounais qui rêve de visiter l'Égypte. Le Malien qui souhaite étudier en Éthiopie. Tant de parcours empêchés, freinés, découragés.

Ces entraves ne sont pas que des désagréments individuels. Elles freinent notre intégration économique, limitent la coopération universitaire, étouffent l'innovation entrepreneuriale, sapent notre solidarité panafricaine. Elles alimentent les frustrations, les trafics, et parfois même les tensions diplomatiques.

L'espace Schengen, une leçon de pragmatisme

En vivant en Europe, j'ai compris que la libre circulation n'est pas un luxe, mais un outil de construction régionale. Elle stimule les échanges économiques, facilite les carrières transnationales, renforce la confiance entre États et crée un sentiment d'appartenance partagé. Elle n'est pas parfaite, certes. Elle est même régulièrement remise en question. Mais elle a transformé durablement l'Europe, en rapprochant ses peuples.

Pourquoi l'Afrique, avec ses 1,4 milliard d'habitants, ses jeunes dynamiques, ses diasporas puissantes, ses langues multiples et ses histoires partagées, ne pourrait-elle pas suivre ce chemin ? Pourquoi ne pas bâtir un modèle africain de mobilité, inspiré de Schengen, mais enraciné dans nos réalités ?

Oser l'audace continentale

L'Union africaine a déjà posé les premières pierres. Le Protocole sur la libre circulation des personnes, adopté en 2018, est une avancée importante. La ZLECAf, zone de libre-échange continentale, ouvre de nouvelles perspectives économiques. Mais il manque une impulsion politique forte, un acte symbolique, une vision collective qui ferait de la mobilité intra-africaine une priorité stratégique.

Ce n'est pas une question de copier l'Europe. C'est une question d'oser nous faire confiance. Oser croire que les Africains peuvent se déplacer, non pas pour fuir, mais pour construire. Oser miser sur les talents du continent, au lieu de les enfermer dans des frontières artificielles. Oser penser une Afrique où un jeune sénégalais peut faire son stage au Kenya, où une étudiante béninoise peut suivre un doctorat au Maroc, où un commerçant congolais peut vendre au Botswana sans obstacle insurmontable.

L'histoire de Schengen nous montre qu'un petit groupe de pays peut initier un grand mouvement. Peut-être qu'il est temps pour quelques États africains pionniers disons le Ghana, le Rwanda, le Sénégal, le Bénin, le Kenya de signer un pacte pour la mobilité. Un Schengen africain, version 1.0. Et que d'autres suivent.

Pour une Afrique qui respire

Je rêve d'une Afrique qui respire, qui circule, qui se rencontre. Une Afrique où les jeunes ne fantasment pas seulement l'Europe, mais explorent leur propre continent. Une Afrique où les idées, les cultures, les compétences franchissent librement les frontières, sans soupçon ni humiliation.

Ce rêve n'est pas naïf. Il est nécessaire. Et il commence par une volonté politique. Il commence par oser.